

Informations complémentaires

- Cas de harcèlement individuel de défenseurs des droits humains et des journalistes

Les cas individuels de harcèlement de défenseurs et des journalistes sont légion. Les mesures prises à leur encontre incluent et ne se limitent pas aux éléments suivants : menaces envers leur sécurité physique, détentions provisoires prolongées, interdictions de voyager, gels d'avoirs de personnes et d'organisations et procédures judiciaires arbitraires pour des accusations aussi diverses que l'organisation ou l'incitation aux manifestations, la mise en œuvre d'activités liées aux droits humains sans autorisation, la propagation de fausses informations avec l'intention de porter atteinte à l'ordre ou à l'intérêt public, atteinte à la sécurité nationale, tentative de renverser le régime, appartenance à une entité illégale (les frères musulmans), meurtre, fraude fiscale, « fraude morale », obtention de financements étrangers illégaux, etc. Les défenseurs des droits humains égyptiens ne sont pas seulement harcelés afin d'essayer de les réduire au silence en Egypte, mais également pour les faire taire en Europe. Cela a été le cas lors d'un événement organisé par EuroMed Droits à Rome au mois de mai à la suite duquel certains participants ont reçu des menaces de mort.

- La loi ONG n°70/2017

Cette loi définit des critères et conditions extrêmement restrictifs relatifs à l'enregistrement, au champ d'activités, à la gouvernance et à l'accès aux financements, et entérine un ensemble de contrôles de la part des entités gouvernementales sur toutes les ONG, égyptiennes ou étrangères, présentes sur le territoire national. Elle viole des garanties constitutionnelles et des engagements internationaux, et symbolise la fin de l'indépendance de la société civile égyptienne.

- Torture et disparitions forcées

Le bilan de l'Egypte en matière de torture et de disparitions forcées est lui aussi catastrophique. La torture est utilisée de manière systématique par les services de sécurité égyptiens, notamment dans les postes de police et dans les lieux secrets de détention de l'agence de sécurité nationale (NSA). Cette pratique, qui s'exerce à grande échelle et en toute impunité, pourrait constituer un crime contre l'humanité. La France devrait appeler son partenaire égyptien à mettre un terme à ces pratiques, enquêter et poursuivre ces graves abus, en finir avec la détention de suspects dans les lieux secrets des services de sécurité égyptiens.

- Liberté d'information et des médias

La liberté de l'information est menacée par un durcissement de la répression menée à l'encontre des journalistes et des médias et une réduction drastique des marges de liberté au sein de la société civile.

En 2017, l'Egypte, qui figure à la 161ème place sur 180 du Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF), est l'une des plus grandes prisons du monde pour les journalistes après la Turquie et la Chine, l'Iran et la Syrie. Le débat public est étouffé : depuis mai 2017, Internet est bâillonné avec le blocage de plus de 400 sites dont plusieurs dizaines d'information y compris ceux de RSF et de Human Rights Watch (HRW). Les journalistes s'autocensurent par peur des représailles, et sont limités par un arsenal juridique liberticide : la loi antiterroriste (2015) permet d'inculper ceux qui recoupent leurs sources dans la couverture des attentats si celle-ci n'est pas conforme à la version officielle des événements, avec une lourde amende ; la loi sur la régulation des médias (2016) fait nommer par le Président les dirigeants de trois conseils des médias, ce qui va à l'encontre de la Constitution égyptienne.

- Poursuites de personnes et activistes LGBT

Par ailleurs, le gouvernement égyptien a continué à arrêter et poursuivre des personnes et des activistes LGBT. En septembre et octobre, les forces de sécurité ont arrêté au moins 65 personnes du fait de leur orientation sexuelle supposée. Au moins vingt ont été condamnées à des peines allant de six mois à six ans selon EIPR (Egyptian Initiative for Personal Rights), en vertu de lois vagues criminalisant « la débauche ».

- Violence à l'encontre des femmes

La violence contre les femmes participe à un contexte d'exclusion des femmes de la sphère publique. Les violations documentées incluent des détentions arbitraires, passage à tabac, tentatives d'étranglement, agressions et violences sexuelles, menaces de viols en détention et insultes sexuelles.

- Sinaï

L'état d'urgence imposé dans tout le pays depuis avril 2017 est déjà en place dans le Sinaï depuis plusieurs années. Néanmoins, le terrorisme n'a fait que croître dans cette région. Les disparitions forcées, la torture, les exécutions extrajudiciaires, les punitions collectives et les transferts de population en masse ont facilité la survie et la croissance du groupe Etat Islamique dans la péninsule. Les groupes terroristes exploitent ainsi la violence d'Etat et la répression pour disséminer un discours politique, par exemple le transfert de deux îles à l'Arabie Saoudite décidé par l'exécutif en violation de plusieurs jugements des cours et tribunaux.

- Minorité copte

Depuis décembre 2016, plus de 100 personnes de la minorité copte ont été tuées dans des attaques terroristes. Dans le Sinaï, la communauté copte a été déplacée de force après avoir été prise pour cible du groupe Etat Islamique, qui utilise le sectarisme profondément enraciné en Egypte pour essayer de mettre en œuvre un « jihad du succès », similaire à leurs actions en Irak ou en Syrie. La négligence dont le gouvernement fait preuve à l'égard de ce problème, y compris en cautionnant le discours haineux, contribue à cette situation. Le gouvernement al-Sisi souligne la situation difficile des coptes, mais ne montre pas la volonté de mettre en œuvre l'état de droit, ou de les protéger réellement, que ce soit du groupe Etat Islamique, ou de la discrimination banalisée et des violences sectaires.

- Elections de 2018 – climat liberticide

Le mandat du Président Abdel Fattah al-Sisi vient à terme en mai 2018 et les conditions minimales pour des élections présidentielles libres sont loin d'être réunies. Le 25 septembre l'avocat des droits humains et homme politique Khaled Ali a été condamné dans une affaire politisée. Si ce jugement est confirmé en appel, il ne pourra pas se présenter à la prochaine élection présidentielle. Monsieur Ali est le seul candidat potentiel crédible, non-militaire, sans affiliation au régime d'avant 2011. Cette condamnation est politisée afin d'exclure sa campagne présidentielle, qui a l'image d'un opposant politique crédible, même si ses chances sont faibles.

Tant que des réformes législatives et politiques profondes ne sont pas mises en œuvre, l'environnement légal et la fermeture de l'espace public impliquent que l'Egypte ne remplira pas les conditions de base pour des élections libres. L'absence de liberté de rassemblement, d'association, de la presse et d'expression ne permet pas aux mouvements d'opposition politique de pouvoir organiser des campagnes dignes de ce nom.